

SYNTHESE

NOVEMBRE 2025

LES BANLIEUES AU COEUR DU FUTUR ÉCONOMIQUE FRANÇAIS



RAPPORT COMPLET



RAISONNANCES
HUMANISTES

13 recommandations pour
positionner les banlieues
françaises comme nouveaux hubs
d'innovation, de **compétitivité** et
d'**attractivité**.


RAISONNANCES
HUMANISTES

À propos de Raisonances Humanistes

Raisonances Humanistes est un think and do tank, lancé en 2024, au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Fondé et présidé par Amal Derqaoui, l'organisation propose une approche nouvelle de la fabrication des politiques publiques, axée sur le temps long et fondée sur l'**interdisciplinarité**, la **participation citoyenne** et la **prospective opérationnelle**.

Ces trois piliers permettent de relier analyse, conception et mise en œuvre concrète des politiques, tout en intégrant la voix des citoyens et en décloisonnant les sphères disciplinaires pour enrichir la réflexion.

Notre méthodologie s'articule autour de trois piliers :

- **Interdisciplinarité** : mobiliser sciences, humanités, technologies, et arts pour enrichir l'analyse et la réflexion.
- **Participation citoyenne** : intégrer les citoyens comme acteurs à part entière des politiques publiques.
- **Scénarios prospectifs opérationnels** : transformer la prospective en outils concrets pour soutenir la décision, l'action et l'implémentation.

Raisonances Humanistes travaille à réinventer les modes de fabrication de l'action publique en intégrant toute la diversité de ses parties prenantes pour une plus juste appréhension de la complexité des enjeux.

La Présidente-Fondatrice Amal Derqaoui



À la tête de Raisonances Humanistes, Amal Derqaoui incarne une vision audacieuse et exigeante. Diplômée d'un master en politiques publiques et administration publique à la London School of Economics et d'un master de recherche en philosophie contemporaine, après des classes préparatoires à Louis-le-Grand et Henri IV, elle **fait dialoguer les disciplines** et **relie des mondes souvent cloisonnés** -intellectuel, scientifique, artistique, citoyen et politique. Elle place la parole des invisibilisés au cœur de l'élaboration collective et déploie une pensée à la fois ancrée dans le réel et capable de déranger les certitudes et déplacer les lignes.

Dans un écosystème encore dominé par les grandes structures et les institutions traditionnelles, elle choisit d'ouvrir des brèches là où peu regardent, bousculant les routines avec calme et conviction.

Sous son impulsion, Raisonances Humanistes expérimente une **gouvernance nouvelle**, fondée sur la **circulation des idées**, l'**hybridation des savoirs** et la création de **commissions citoyennes croisées**, où l'intelligence collective devient un véritable levier de transformation concrète. Chaque voix y compte, chaque perspective enrichit les solutions, et l'ensemble se transforme en moteur d'innovation et d'impact tangible sur les politiques publiques.

LES BANLIEUES AU COEUR DU FUTUR ÉCONOMIQUE FRANÇAIS



RAISONNANCES
HUMANISTES

L'Edito d'Amal Derqaoui

Présidente-Fondatrice



“

Éclairées par les projecteurs médiatiques mais délaissées dans la pénombre du projet national, les banlieues françaises se tiennent à la **jonction fragile du regard et de l'oubli**. L'histoire politique et économique des banlieues porte en elle les marques encore persistantes d'un paradoxe à peine voilé, oscillant entre **surexposition discursive** et **invisibilisation décisionnelle**. Ignorance ordinaire et coups d'éclats médiatiques, qui sont les deux faces d'un même dédain, d'une même incompréhension. Le concept du **"prioritarisme"** contenue dans l'appellation même des **"quartiers prioritaires des politiques de la ville"** ne témoigne-t-elle, pas comme le relève à fort juste titre mon ami et philosophe Guillaume Pigéard de Gurbert, d'un paradoxe pernicieux qui freine l'orchestration d'une politique du contemporain, d'une nécessaire synchronisation temporelle des territoires. **Finissons-en avec ce prioritarisme qui n'a rien de prioritaire.**

Souvent cantonnées aux seuls prismes du **repli communautaire**, de l'**instabilité sécuritaire** ou encore de l'**aménagement urbanistique** à vocation strictement résidentielle, les banlieues regorgent pourtant d'un extraordinaire **vivier de talents**, d'**énergie créative**, d'**audace entrepreneuriale** que je n'ai eu de cesse d'observer avec ce sentiment roboratif. En somme: des trésors oubliés, qui se chiffrent en **centaine de milliards d'euros**, représentant une puissante force de transformation économique du pays.

C'est là précisément que s'inscrit l'ambition de ce rapport, fruit d'un travail intense de huit mois aux côtés d'une trentaine de personnalités: **positionner les banlieues au coeur de la stratégie économique nationale**. Au-delà des constats bien connus mais qu'il est pourtant nécessaire de rappeler, nous formulons des recommandations concrètes et chiffrées destinées à transformer ces territoires marginalisés en véritables hubs d'**innovation**, de **compétitivité** et d'**attractivité**. A travers ce travail, nous montrons clairement que les banlieues, si elles sont soutenues par des **politiques publiques audacieuses et volontaristes**, deviendront des moteurs de croissance économique et des catalyseurs de dynamisme national, auprès des **investisseurs français et internationaux**.

Or, une telle transformation n'aurait pu advenir sans un certain renversement de la **culture méthodologique** et de la **donne narrative**, qui a permis de repenser très concrètement la manière dont les politiques publiques en la matière sont conçues, articulées et mises en œuvre. Pour parvenir à ces recommandations, nous avons mobilisé toutes les parties prenantes du secteur, **au-delà des appartenances partisans**, en consacrant **égale dignité et légitimité** à chacune d'entre elle : économistes, philosophes, sociologues, linguistes, chefs d'entreprise issus des banlieues, représentants associatifs, directeurs de programmes de la BPI, élus locaux. Autant de mondes qui, d'ordinaire, se croisent sans se voir, ont pu se rencontrer et confronter leurs regards. Tel est l'ADN de Raisonances Humanistes : créer un **continuum** vivant d'expertises locales, de savoirs expérimentiels et de perspectives disciplinaires, où chaque voix compte et participe activement à la définition des solutions et des priorités proposées.

J'aimerais conclure ces lignes par une comparaison qui me semble féconde entre deux couples conceptuels : **concept/interstice** et **centre/périphérie**, en rappelant l'importance souvent négligée de la marge et de l'interstice. Ce qui se situe à la marge, ce qui échappe à la centralité du regard et à l'attention légitime, constitue souvent le lieu d'invention le plus fertile.

Dans le paysage économique et social, ces marges -quartiers, territoires, voix périphériques- recèlent de forces **économiquement silencieuses mais réellement puissantes**. Et ces deux dimensions, centre et périphérie, sont complémentaires : l'une a autant besoin de l'autre pour exister, se nourrissant mutuellement pour générer innovation et transformation durable. Ignorer ces interstices, c'est passer à côté d'initiatives, de talents et de dynamiques capables de transformer le collectif. C'est en reconnaissant et en soutenant ces marges que se dessinent les innovations et transformations qui **feront le futur de notre pays**.

Amal Derqaoui
Présidente-Fondatrice de Raisonances Humanistes

Le mot d'Adam Laroussi

Le Rapporteur



“

Chers élus, chers partenaires, chers lecteurs,

Ce Livre blanc n'est pas un rapport de plus sur les banlieues. Il est le fruit d'une **méthode sans précédent**, qui a mobilisé une **lecture scientifique et rigoureuse** des dynamiques à l'œuvre, avec la participation d'experts de **toutes les disciplines** et de **toutes les tendances politiques**.

L'objectif est simple : donner aux décideurs politiques les moyens d'impulser un **renouveau économique** puissant et durable dans ces territoires trop souvent perçus sous le prisme de leurs difficultés, plutôt que sous celui de leurs formidables ressources.

Nous avons cherché à dépasser les constats pour formuler des **propositions audacieuses**. Notre travail se veut **novateur** dans son approche, **ambitieux** dans sa vision d'avenir, mais aussi profondément **réaliste** et **pragmatique** dans ses conclusions.

Nos 13 recommandations visent à transformer les banlieues pour que la richesse et l'énergie de ces territoires irriguent l'ensemble de notre **économie nationale**. Elles sont la preuve tangible que l'investissement en banlieue n'est pas condamné à être une dépense sociale, mais peut devenir **un choix économique stratégique**. L'heure n'est plus à l'attentisme. L'heure est à la reconnaissance et à la mobilisation des potentiels qui feront **le futur économique de la France**.

« *Audaces fortuna iuvat.* » (« *La fortune sourit aux audacieux* », **Virgile**)

Adam Laroussi

Directeur du Pôle “Idées” de Raisonances Humanistes

Dr. Adam LAROUSSE est directeur du Pôle *Idées* de **Raisonances Humanistes**. Docteur en sciences politiques, il est également chercheur à l'**École Nationale d'Administration Publique** (ENAP) au Canada, et directeur du département *Afrique* de l'**Institut d'études de géopolitique appliquée** (IEGA). Affilié au **Groupe d'études et de recherche sur l'international et le Québec** (GERIQ), au **Pôle de Recherche sur l'Afrique et le Monde Émergent** (PRAME) et à la **Coordination Internationale des Recherches et Etudes Brachylogiques** (CIREB), il est régulièrement invité à des conférences académiques internationales en France, en Australie, au Canada, en Chine, au Maroc et en Tunisie. Auteur d'articles et d'ouvrages en politique comparée, en économie et en administration publique, il est membre des comités d'évaluation par les pairs de trois revues académiques internationales de sciences politiques.

Commission: membres, experts et rédacteurs

Membres auditionnés dans le cadre de la Commission

- **Amal Derqaoui**, Présidente-Fondatrice de Raisonances Humanistes
- **Dr. Adam Laroussi**, Rapporteur de la Commission, Directeur du pôle "Idées" de Raisonances Humanistes
- **Pr. Gerald Bronner**, Professeur de sociologie à Paris-Sorbonne, Membre de l'Académie nationale de médecine depuis 2017, de l'Académie des technologies et de l'Institut universitaire de France
- **Pr. Guillaume Pigeard De Gurbert**, Philosophe, Agrégé et docteur en philosophie, professeur en classe préparatoire
- **Adil Bouatassa**, Chef d'entreprise, CEO Axidis
- **Wessim Jouini**, Economiste, Ancien élève de l'École normale supérieure (rue d'Ulm)
- **Dr. Philippe L'Hôte**, Docteur en sociologie politique, diplômé de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).
- **Driss Ettazaoui**, Président de l'Association des élus de France et vice-président de l'association Ville & banlieue
- **Dr. Othman Khaled**, Architecte DESA (Paris), Docteur en sémiotique des lieux du pouvoir politique et expert en urbanisme pour des agences et des organisations internationales (Fondation Konrad Adenauer, Programme des Nations Unies pour le développement)
- **Pr. Skander Ounaies**, Docteur en sciences économiques de l'Université de la Méditerranée, maître de conférences agrégé à l'Université de Carthage et ancien économiste au Fonds souverain du Koweït (KIA)
- **Dr. Abdelhamid Benhmade**, Docteur en sciences politiques, diplômé de l'Université d'Ottawa et spécialiste des études de développement
- **Ahmed Bouzouaïd**, Directeur du programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 - Bpifrance
- **Me. Marc Stehlin***, Avocat d'affaires
- **Mouhamadoune Abdoulaye Alhassane**, Chargé de mission auprès des collectivités locales
- **Jean-Marc Pitte**, journaliste et grand reporter à la rédaction nationale de France 3
- **Marc Michel**, Directeur général R(E)Green (Rgreen Immo)
- **Sofyia Al Manani**, Cheffe d'entreprise Groupe Bulles d'éveil

Experts chargés de la relecture critique

- **Pr. Tomasso Vitale**, Professeur titulaire de sociologie à Sciences Po Paris (Centre d'études européennes et de politique comparée), Actuel doyen de l'École urbaine de Sciences Po
- **Pr. Gerald Bronner**, Professeur de sociologie à Paris-Sorbonne, Membre de l'Académie nationale de médecine depuis 2017, de l'Académie des technologies et de l'Institut universitaire de France
- **Pr. Jihen Bousrih**, Professeure associée en économie à l'Université de Rennes
- **Me. Vincent Illiassov**, Juriste en droit public des affaires

Comité des rédacteurs

- **Dr. Adam Laroussi**, Rapporteur de la Commission "Choose Banlieues" et Directeur du Pôle "Idées" de Raisonances Humanistes
- **Amal Derqaoui**, Présidente-Fondatrice de Raisonances Humanistes
- **Pr. Guillaume Beringer**, Membre du pôle Idées de Raisonances Humanistes, Ancien élève de l'ENS Lyon, Docteur en Histoire des idées, Maître de conférences à l'Université Paris Nanterre
- **Malek Hafsi**, Directeur de la coordination de Raisonances Humanistes, Attaché économique à la Direction générale du Trésor, Diplômé de Sciences Po Paris (Politiques urbaines)
- **Vianney Guillou-Denecker**, Policy Analyste chez Raisonances Humanistes, Diplômé de l'ESCP
- **Yahel Rebeix**, Diplômé de Sciences Po Lyon et de l'EM Lyon
- **Camille Ha-Thuc**, Membre du pôle Idées de Raisonances Humanistes, Diplômée de l'ESSEC
- **Simon Genais**, Membre du pôle Idées de Raisonances Humanistes, Etudiant en droit public et Humanités à l'Université Paris II Panthéon-Assas
- **Juliette Desprès**, Membre du pôle Idées de Raisonances Humanistes,
- **Samuel Brel**, Attaché économique à l'Ambassade de France en Norvège
- **Hippolyte Tresarrieu**, Ancien attaché à l'Inspection générale des affaires culturelles (IGAC)
- **Adèle Dugain**, Membre du pôle Idées de Raisonances Humanistes, Philosophe engagée pour la transformation sociale et environnementale
- **Amadou Thierno Diallo**, Membre du pôle Idées de Raisonances Humanistes, Diplômé de Sorbonne Université

*Sa disparition, survenue en cours de travaux, a profondément touché la Commission, qui tient à saluer son engagement et la richesse de sa contribution.

1. Objectif de la Commission

Pendant huit mois, nous avons assuré le pilotage stratégique, opérationnel et éditorial de la **Commission**. Ses objectifs se déclinent en trois axes :

- **Valoriser** le **potentiel économique réel** des QPV et identifier les conditions politiques et opérationnelles nécessaires à son activation.
- **Aligner** l'ensemble des acteurs publics, élus locaux et opérateurs économiques autour d'une **vision partagée**, garantissant cohérence et efficacité des investissements et dispositifs.
- **Proposer** une **contre-offensive narrative** et **symbolique** de ces territoires, afin de créer des récits attractifs et porteurs d'innovation durable, condition essentielle pour restaurer la confiance et la désirabilité auprès des parties prenantes clés.

2. Principaux enseignements

Notre analyse révèle **quatre grands enseignements** :

- Les TPE-PME implantées dans les QPV représentent un **gisement** souvent **sous-exploité** en termes de **croissance, d'emploi et de structuration locale**.
- Les **perceptions** restent souvent **déconnectées de la réalité**, ce qui limite l'utilisation optimale des dispositifs existants et freine l'investissement privé, comme en atteste le très fort taux de non-recours aux aides et dispositifs destinés aux entreprises.
- Une **meilleure coordination** entre **acteurs publics et privés** est indispensable pour rendre les politiques d'attractivité de ces territoires plus efficaces.
- Une révision des **imaginaires territoriaux** de la **relégation** et de la **stigmatisation** est fondamentale pour repenser l'identité de ces territoires et leur **désirabilité** auprès des **opérateurs privés**.

3. Méthodologie et approche analytique

Afin de garantir la robustesse analytique et la finesse de nos conclusions, notre travail a reposé sur un large éventail de sources diversifiées aussi bien quantitatives que qualitatives :

- Analyse de **données publiques et institutionnelles** (Insee, Banque de France, ministères etc.).
- **Études, recherches et publications de référence** : rapports académiques, travaux de recherche, publications spécialisées, évaluations d'impact et diagnostics territoriaux existants.
- **Contributions d'experts et d'acteurs de terrain** : en économie, philosophie, sociologie, urbanisme, linguistique, droit, ainsi que de dirigeants institutionnels (notamment de la Banque publique d'investissement), élus locaux et entrepreneurs issus des QPV.

Ce matériau varié nous a permis de conduire une **lecture macro-économique** et **structurelle** des quartiers prioritaires, tout en restant attentifs aux réalités concrètes qui façonnent les trajectoires locales.

Introduction générale

Depuis trop longtemps, les banlieues françaises sont marquées au fer rouge de la vindicte politique et médiatique, enchaînées dans une camisole narrative qui la bride et la stigmatise. Elles portent le poids de décennies de violences endémiques, qui ont culminé avec les tragiques émeutes de 2005. Les chiffres eux-mêmes sont accablants. Les banlieues sont marquées par une précarité sociale et économique qui pèse comme une chape de plomb, que nul autre territoire ne connaît de manière aussi concentrée. En 2021, près de 40% des habitants des QPV vivent sous le seuil de pauvreté, contre une moyenne nationale de 14,6%. Le taux de chômage alarmant, y atteint un niveau 2,7 fois supérieur à celui observé sur le reste du territoire. Des chiffres froids. Cependant, derrière ces chiffres, ce sont des millions de vies suspendues, de potentiels contenus et de destins avortés dans l'œuf. Le constat a été maintes et maintes fois dressé. Il est factuel, implacable.

Pourtant, ces chiffres taisent une réalité plus roborative: celle d'une puissance économique silencieuse, plus que jamais prête à éclore. En ce sens, nos banlieues françaises relèvent d'une distinction à double tranchant. Territoires où se concentrent des difficultés sociales et économiques, elles regorgent pourtant de richesses: une dynamique entrepreneuriale frugale mais inventive, un tissu associatif extrêmement dense et actif, une population sensiblement plus jeune que la moyenne nationale, un écosystème culturel et créatif foisonnant, et d'importantes ressources foncières stratégiques. Car le visage des banlieues, c'est avant tout celui d'une résilience à toute épreuve, celui d'une pugnacité indomptable.

En ce sens, nos banlieues françaises nous appellent avant tout à oser entamer une révolution narrative. Laissons-les contrarier nos préjugés, et renverser les chaînes de la relégation et de la stigmatisation. Comprenons que nos banlieues ne sont ni des territoires à secourir, ni des bénéficiaires passifs d'une aide sporadique et fragmentaire. Avant toute réforme, tout dispositif réglementaire et fiscal, il nous faut ce sursaut de conscience. Car, au-delà des esquisses programmatiques qui se succèdent depuis plus de quarante ans, elles aspirent à une vision structurante et structurée. Une confiance réelle dans leur capacité à accomplir, dans leur puissance à devenir, dans leur volonté à faire corps.

Afin de faire éclore ce potentiel, une volonté politique forte est indispensable. A cet égard, la présidence d'Emmanuel Macron, à travers des initiatives pluriformes, comme Quartiers 2030, marque clairement une étape importante. Dans des dispositifs plus larges, comme Choose France, la représentativité des quartiers prioritaires de la ville constitue un enjeu à suivre de près afin d'inscrire ces territoires dans la stratégie nationale d'attractivité économique. Ils doivent désormais poser les jalons d'un horizon de désirabilité pour ces territoires.

C'est à l'aune de cet horizon de désirabilité que s'inscrit la raison d'être de ce rapport, et des recommandations qu'il propose. Malgré le contexte d'austérité budgétaire, elles dessinent une stratégie concrète et ambitieuse : mobiliser des dispositifs fiscaux mieux ciblés, réformer la commande publique pour intégrer pleinement les QPV, organiser une gouvernance territoriale coordonnée entre État et services locaux, former les écosystèmes de talents, flécher les investissements vers davantage d'impact territorial.

En clair, là où d'aucuns ne voient que des marges émietées, nous voyons des moteurs d'innovation entrepreneuriale et de croissance économique. Plus que jamais, les banlieues incarnent l'avant-garde du renouveau économique français. En un mot, ce rapport s'ancre dans une conviction: les banlieues sont des visages à part entière du destin national et de son futur économique.

Amal Derqaoui
Présidente-Fondatrice de Raisonances Humanistes

Tables des matières du rapport

A PROPOS DE RAISONNANCES HUMANISTES.....	3
LA PRESIDENTE-FONDATRICE, AMAL DERQAOUJ.....	4
L’EDITO DE LA PRESIDENTE-FONDATRICE.....	6
LE MOT DU RAPPORTEUR DE LA COMMISSION.....	7
COMMISSION: MEMBRES, EXPERTS ET RÉDACTEURS.....	8
OBJECTIF, ENSEIGNEMENTS ET MÉTHODOLOGIE.....	9
INTRODUCTION GENERALE.....	10
LISTE DES ACRONYMES.....	12
NOS 13 RECOMMANDATIONS.....	14
HYPOTHESES ET PORTEE DE NOS ESTIMATIONS.....	15
PARTIE I. ÉTATS DES LIEUX	30
Chapitre 1. Etat des lieux des enjeux géographiques, historiques et sociologiques	31
Chapitre 2. Bilan des dynamiques économiques	43
Chapitre 3. Les infrastructures et la gouvernance	56
PARTIE II. QUELS DEFIS POUR 2026-2028 ?.....	74
Chapitre 4. Stimuler l’investissement dans les QPV	75
Chapitre 5. Réinventer l’entrepreneuriat et l’innovation	87
Chapitre 6. Le numérique comme moteur de croissance	97
PARTIE III. QUELLE STRATEGIE POUR 2028-2038 ?	107
Chapitre 7. Les QPV à horizon 2030 : attentes et chantiers culturels	108
Chapitre 8. Les QPV comme moteurs de la transition économique et écologique	114
PARTIE IV. NOS RECOMMANDATIONS	126
Recommandation 1. Développer des “Opportunity Zones”	127
Recommandation 2. Créer un Hub RH Banlieues	138
Recommandation 3. Mobiliser la commande publique via des quotas et bonus territoriaux.....	146
Recommandation 4. Simplifier les processus d’accès à la commande publique)	149
Recommandation 5. Reconnaître les compétences numériques informelles	155
Recommandation 6. Faciliter l’accès aux dispositifs de soutien et de formation	167
Recommandation 7. Instaurer un réseau de “coachs emploi”	172
Recommandation 8. Créer un Label National "Talents QPV"	180
Recommandation 9. Renforcer l’Économie Sociale et Solidaire (ESS)	188
Recommandation 10. Soutenir l’aménagement durable des QPV	191
Recommandation 11. Introduire une obligation d’inclusion territoriale dans les financements publics à la culture.....	196
Recommandation 12. Mettre en place un modèle décentralisé de renforcement des structures locales pour la valorisation des artistes des QPV.....	203
Recommandation 13. Créer un réseau de Correspondants QPV	211
BIBLIOGRAPHIE	219

Liste des acronymes

Bootcamp : Formation intensive et courte

CFE : Cotisation Foncière des Entreprises

Chorus Pro : Solution de facturation électronique publique

ESS : Économie Sociale et Solidaire

ETP : Équivalent Temps Plein

FAIT : Fonds d'Amorçage pour l'Inclusion Territoriale

GIP : Groupement d'Intérêt Public

Hackathon : Événement de co-crédation ou d'innovation

Hub RH Banlieues : Structure de coordination nationale des RH pour les banlieues

OZ : Opportunity Zones (Modèle d'investissement inspiré des USA)

PLACE : Plateforme des Achats de l'État

PIX : Plateforme d'évaluation des compétences numériques

QPV : Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville

RH : Ressources Humaines

ROI : Return on Investment / Retour sur investissement

TFPB : Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

Nos 13 recommandations

Recommandation 1

- Développer des “*Opportunity Zones*”

Recommandation 2

- Créer un Hub RH Banlieues

Recommandation 3

- Mobiliser la commande publique via des quotas et bonus territoriaux

Recommandation 4

- Simplifier les processus d'accès à la commande publique

Recommandation 5

- Reconnaître les compétences numériques informelles

Recommandation 6

- Faciliter l'accès aux dispositifs de soutien et de formation

Recommandation 7

- Instaurer un réseau de “coachs emploi”

Recommandation 8

- Créer un Label National "Talents QPV"

Recommandation 9

- Renforcer l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)

Recommandation 10

- Soutenir l'aménagement durable des QPV

Recommandation 11

- Introduire une obligation d'inclusion territoriale dans les financements publics à la culture

Recommandation 12

- Mettre en place un modèle décentralisé de renforcement des structures locales pour la valorisation des artistes des QPV

Recommandation 13

- Créer un réseau de Correspondants QPV

Précision liminaire

Les estimations présentées ci-après sont **indicatives** et reposent sur des ordres de grandeurs tirés de modèles et dispositifs existants, adaptés au contexte français. Elles visent à illustrer le potentiel des recommandations. Dans le corps du rapport, figurent les détails des **calculs budgétaires**, les **choix méthodologiques** ainsi qu'une analyse de la **faisabilité juridique, administrative et politique** desdites recommandations. Lorsque les **projections** proposées étaient susceptibles d'être soumises à des **aléas socio-économiques**, difficilement quantifiables, nous avons privilégié des **hypothèses minimalistes**.

Recommandation 1

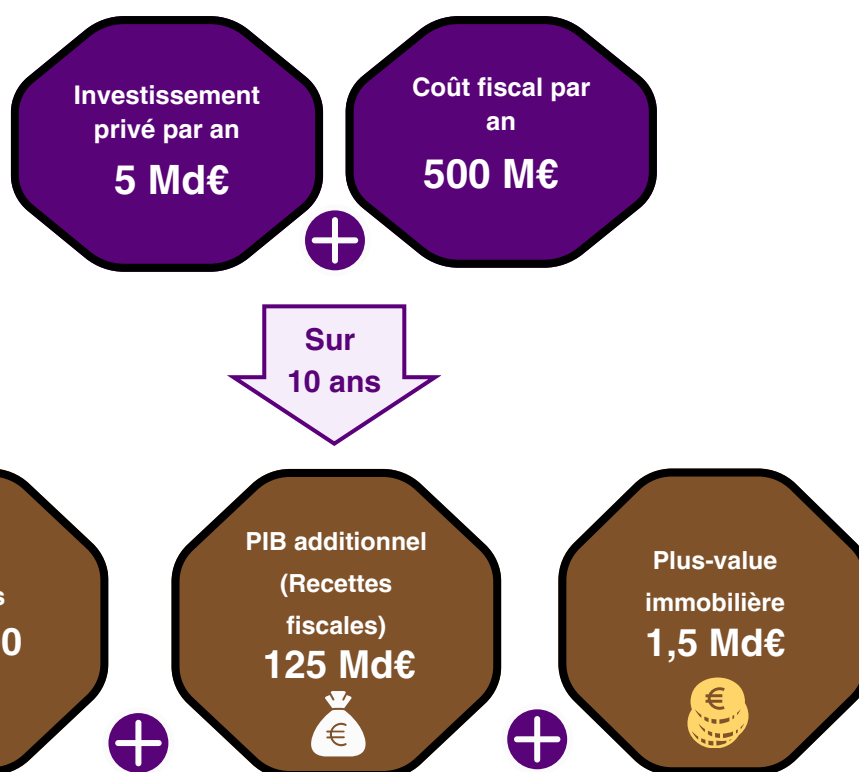
Développer des “Opportunity Zones” dans les QPV



Problème : Les QPV souffrent d'un déficit important en matière d'investissement privé et de développement économique, ce qui freine la création d'emplois et la valorisation des actifs locaux (foncier, ressources humaines, etc.).

Objectif : Diversifier les sources de financement dans les banlieues et attirer des investissements privés productifs, créateurs d'emplois, afin de transformer ces quartiers en véritables pôles de développement économique.

Résumé : L'approche s'inspire du modèle américain des Opportunity Zones (OZ). Le mécanisme vise à mobiliser l'épargne privée et les gains en capital non réalisés en offrant des incitations fiscales aux investisseurs. Ces derniers réinvestiraient leurs plus-values dans des fonds dédiés ciblant spécifiquement les banlieues.



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi (public + privé) génère environ 2,5 € de PIB additionnel par an, hors effets secondaires sur l'emploi et la plus-value immobilière.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 2

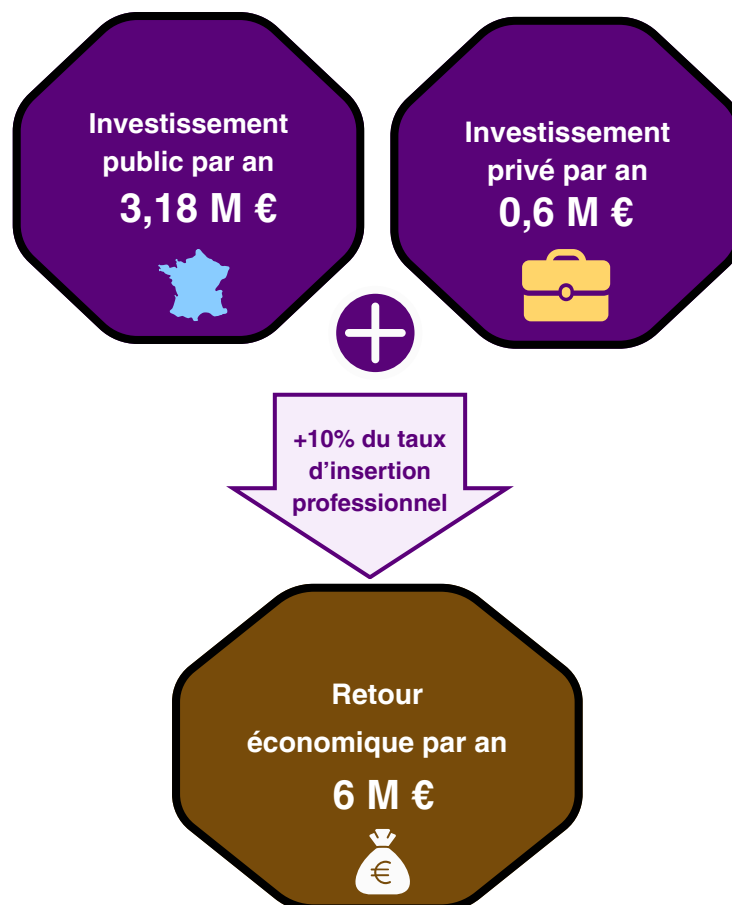
Créer un Hub RH Banlieues



Problème : Les initiatives d'insertion professionnelle dans les banlieues sont souvent fragmentées et isolées. Certaines actions sont strictement symboliques ("effet vitrine") et peinent à produire un impact systémique, ce qui empêche les dispositifs d'être pleinement efficaces.

Objectif : Créer une structure de coordination nationale visant à agréger les initiatives d'insertion professionnelle existantes, financer les innovations en matière de ressources humaines et porter le plaidoyer à grande échelle. L'ambition est de prévenir l'effet vitrine et la fragmentation des dispositifs dans les banlieues, en assurant une portée systémique aux actions menées.

Résumé : Ce "Hub RH Banlieues" serait une nouvelle entité juridique (association, GIP ou agence) dont le fonctionnement impliquerait des coûts de structure, de personnel, et d'activités de financement et de plaidoyer.



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi (public + privé) génère environ 1,6 € de retour économique par an.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 3

EN SAVOIR PLUS

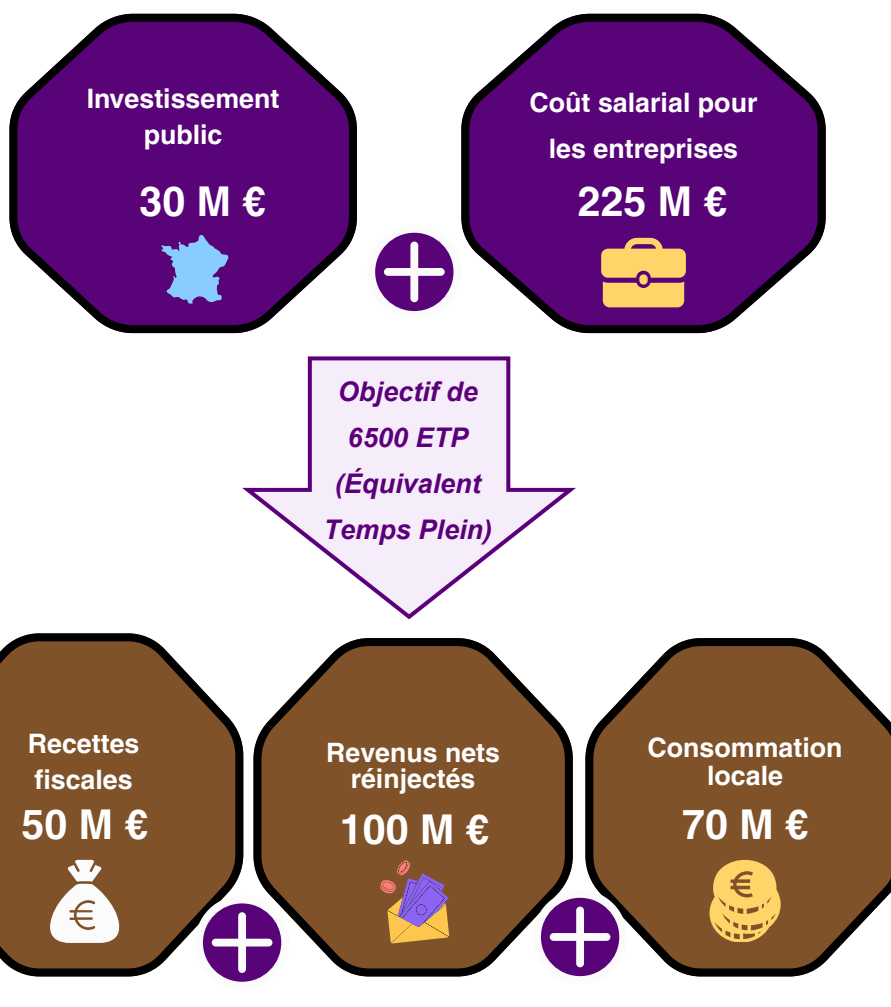


Mobiliser la commande publique via des quotas et bonus territoriaux

Problème : Les banlieues restent marginalisées dans la commande publique, ce qui freine la création d'emplois locaux et réduit le potentiel économique des dépenses publiques.

Objectif : Utiliser la commande publique comme un levier pour favoriser le développement des banlieues.

Résumé : Cette mesure repose sur une réorientation des fonds existants vers les banlieues. Le mécanisme inclut l'amélioration des dispositifs numériques d'accompagnement pour les acteurs impliqués (PLACE, Chorus Pro), avec des surcoûts marginaux, ainsi que la mise en place de bonus territoriaux qui peut générer un surcoût si des incitations fiscales ou financières sont créées, au-delà des dispositifs existants (exonération CFE/TFPB). Enfin, la mesure repose aussi sur l'instauration d'une obligation d'insertion sociale dans les marchés publics.



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi (public + bonus territoriaux) génère environ 3,3 € revenus nets réinjectés par an.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 4

EN SAVOIR PLUS

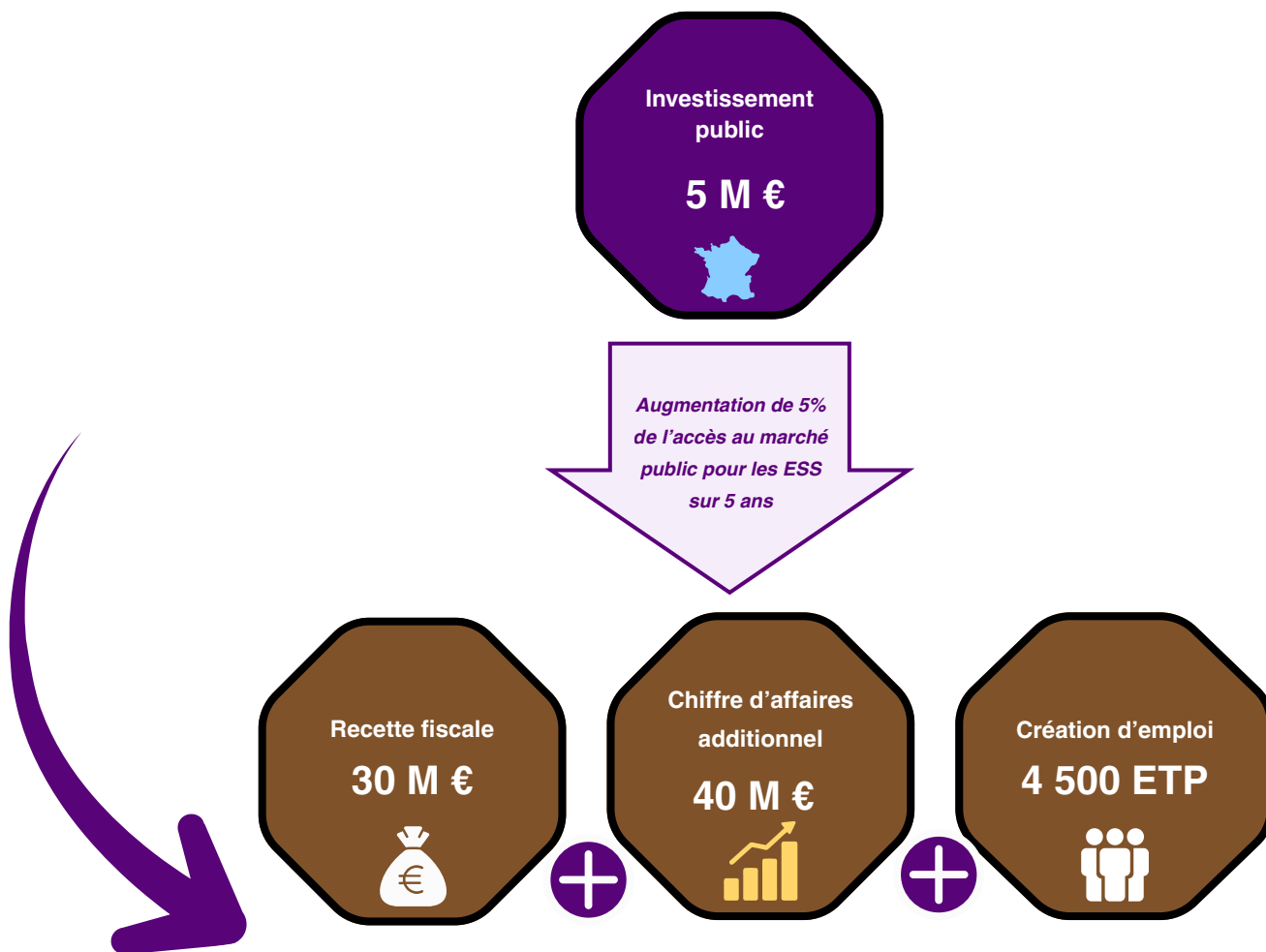


Simplifier les processus d'accès à la commande publique

Problème : Les TPE, notamment les structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et les PME, rencontrent de nombreux obstacles administratifs et techniques qui freinent leur accès aux marchés publics, ce qui réduit leur capacité à contribuer au développement local des territoires dans lesquels elles sont impliquées.

Objectif : Stimuler les investissements privés en simplifiant les processus d'accès à la commande publique pour les structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et les PME, soutenant ainsi les projets locaux dans les banlieues.

Résumé : Le but de ce projet est de favoriser les opérateurs économiques de taille modeste, notamment issus de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), de privilégier la passation des marchés en lots séparés pour les rendre plus accessibles et de ne pas systématiser la solidarité des co-traitants pour les groupements momentanés d'entreprises.



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 8 € de chiffre d'affaires additionnel pour les structures bénéficiaires sur la période

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 5

EN SAVOIR PLUS

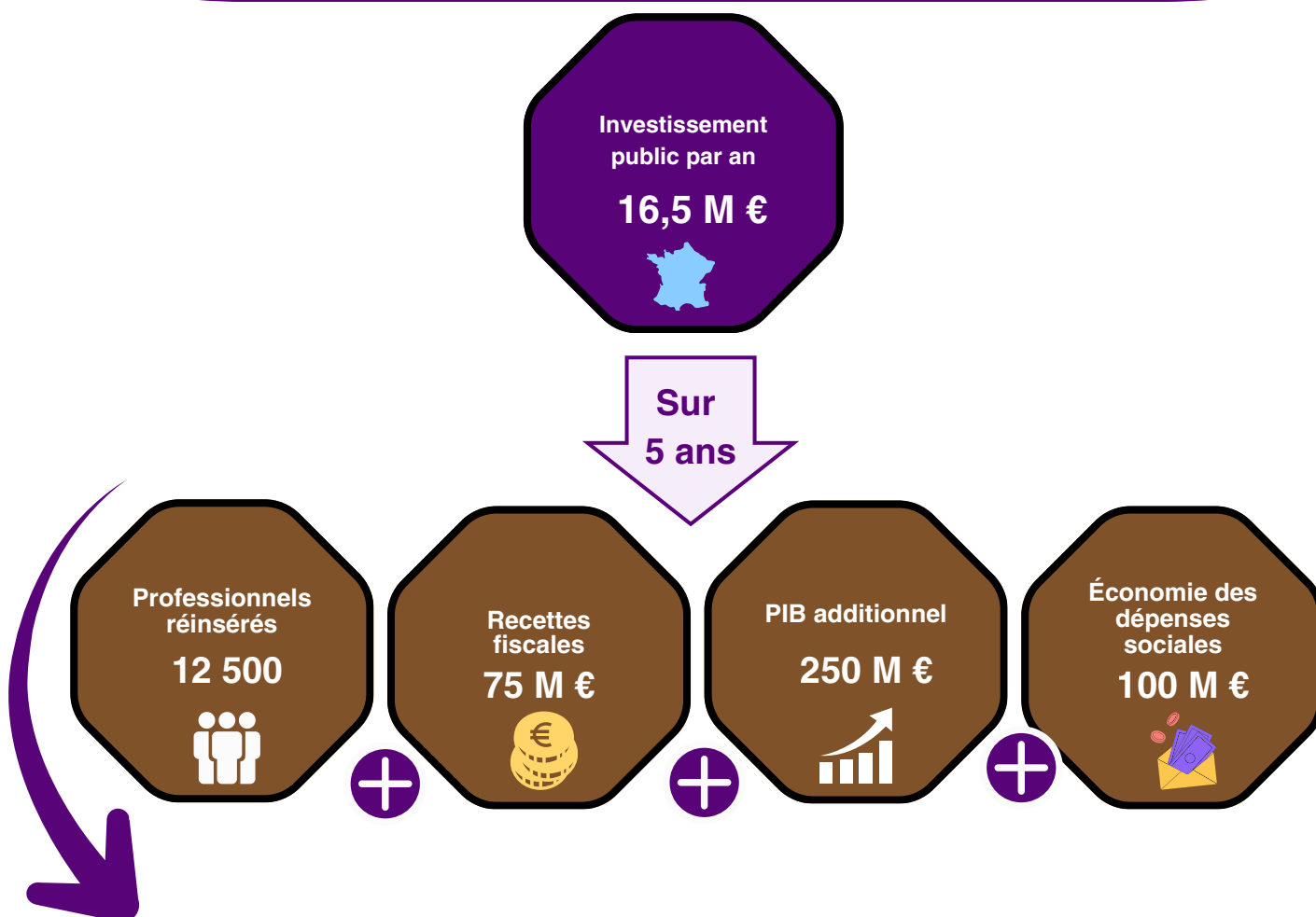


Reconnaître les compétences numériques informelles

Problème : Les populations issues des QPV, particulièrement les jeunes, éloignées du marché du travail accumulent des compétences numériques informelles qui souffrent d'une absence de reconnaissance institutionnalisée, ce qui freine leur insertion professionnelle et l'efficacité des formations traditionnelles.

Objectif : Réduire les inégalités en matière d'accès à l'emploi et de formation en reconnaissant et en valorisant formellement les compétences numériques acquises hors des cadres traditionnels, notamment chez les jeunes des banlieues.

Résumé : La stratégie inclut des certifications accélérées (type PIX) avec 10 000 participants/an pour des formations courtes, des Hackathons citoyens avec l'organisation de 20 événements par an et des Bootcamps de cybersécurité.



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 3 € de retombées économiques directes et indirectes.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 6

EN SAVOIR PLUS

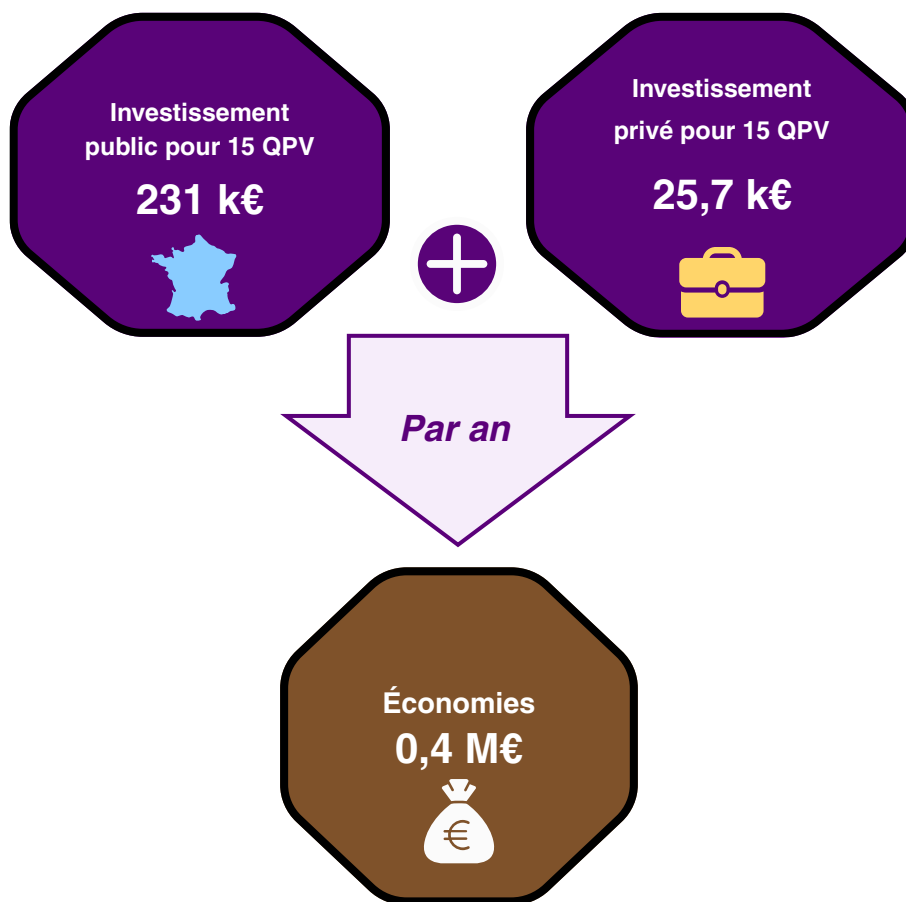


Faciliter l'accès aux dispositifs de soutien et de formation

Problème : Dans les QPV, le non-recours aux aides et l'illectronisme freinent l'accès aux dispositifs de soutien existants et entraînant une perte d'opportunités pour les habitants et les entreprises implantées dans ces territoires.

Objectif : Mettre en place de médiateurs numériques pour lutter contre le non-recours aux aides et l'illectronisme dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

Résumé : La stratégie inclut des certifications accélérées (type PIX) avec 10 000 participants/an pour des formations courtes, des Hackathons citoyens avec l'organisation de 20 événements par an et des Bootcamps de cybersécurité.



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 1,6 € de bénéfices socio-économiques par an.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 7

Instaurer un réseau de "coachs emploi"

EN SAVOIR PLUS



Problème : De nombreux jeunes issus des QPV peinent à stabiliser leur inscription dans le marché du travail, particulièrement au cours des 12 à 24 mois suivant leur embauche. Sans accompagnement individualisé, le risque de départ prématuré (*turn over*) augmente et l'accès à des postes plus qualifiants reste extrêmement limité.

Objectif : Consolider les parcours professionnels, anticiper les ruptures d'emploi et accompagner les jeunes des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) vers des postes plus qualifiants

Résumé : Cette recommandation présente les avantages d'instaurer un réseau de "coachs emploi" dédiés à l'accompagnement des jeunes entre 12 et 24 mois après l'embauche.

Investissement
public par an
11,945 M€



Sur
5 ans

Économies des
dépenses sociales

75 M€



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 1,26 € d'économies sociales par an.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 8

Créer un Label National "Talents QPV"

EN SAVOIR PLUS



Problème : Les compétences acquises par les jeunes des banlieues en dehors des parcours dits classiques, notamment dans le cadre des filières professionnelles, ne sont pas reconnues, ce qui limite la visibilité et l'employabilité des jeunes des QPV sur le marché du travail.

Objectif : Certifier la qualité des compétences acquises en dehors des parcours typiques et linéaires, légitimant ainsi les profils issus des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) et facilitant leur insertion sur le marché du travail.

Résumé : Cette recommandation propose la création d'un label national "Talents QPV". Ce label vise à faciliter l'accès des talents informels à un parcours d'accompagnement incluant le mentorat, les ateliers d'accompagnement professionnel, et l'aide à la mise en relation avec les entreprises.

Investissement
public par an
12,95 M€



Sur
5 ans

Économies des
dépenses sociales
226,625 M€



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 3,5 € d'économies sociales par an.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 9

Renforcer l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)

EN SAVOIR PLUS



Problème : Au sein des QPV, le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) reste largement sous-financé et non suffisamment soutenu par les collectivités et l'État. Elle recèle pourtant un potentiel important pour générer des emplois et dynamiser le tissu économique local.

Objectif : Augmenter le financement et le soutien à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) pour dynamiser le développement local, créer des emplois, et favoriser la croissance.

Résumé : Ce projet consiste à dédier un pourcentage des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de l'État au renforcement de l'ESS.

Investissement public par an

805 M€

Objectif de
30 000 ETP

Recettes fiscales par an

470 M€

Création d'emploi par an

32 000

Baisse du chômage en point

0.12

Valeur ajoutée locale par an

480 M€

Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 1,2 € de valeur économique et fiscale par an

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 10

EN SAVOIR PLUS

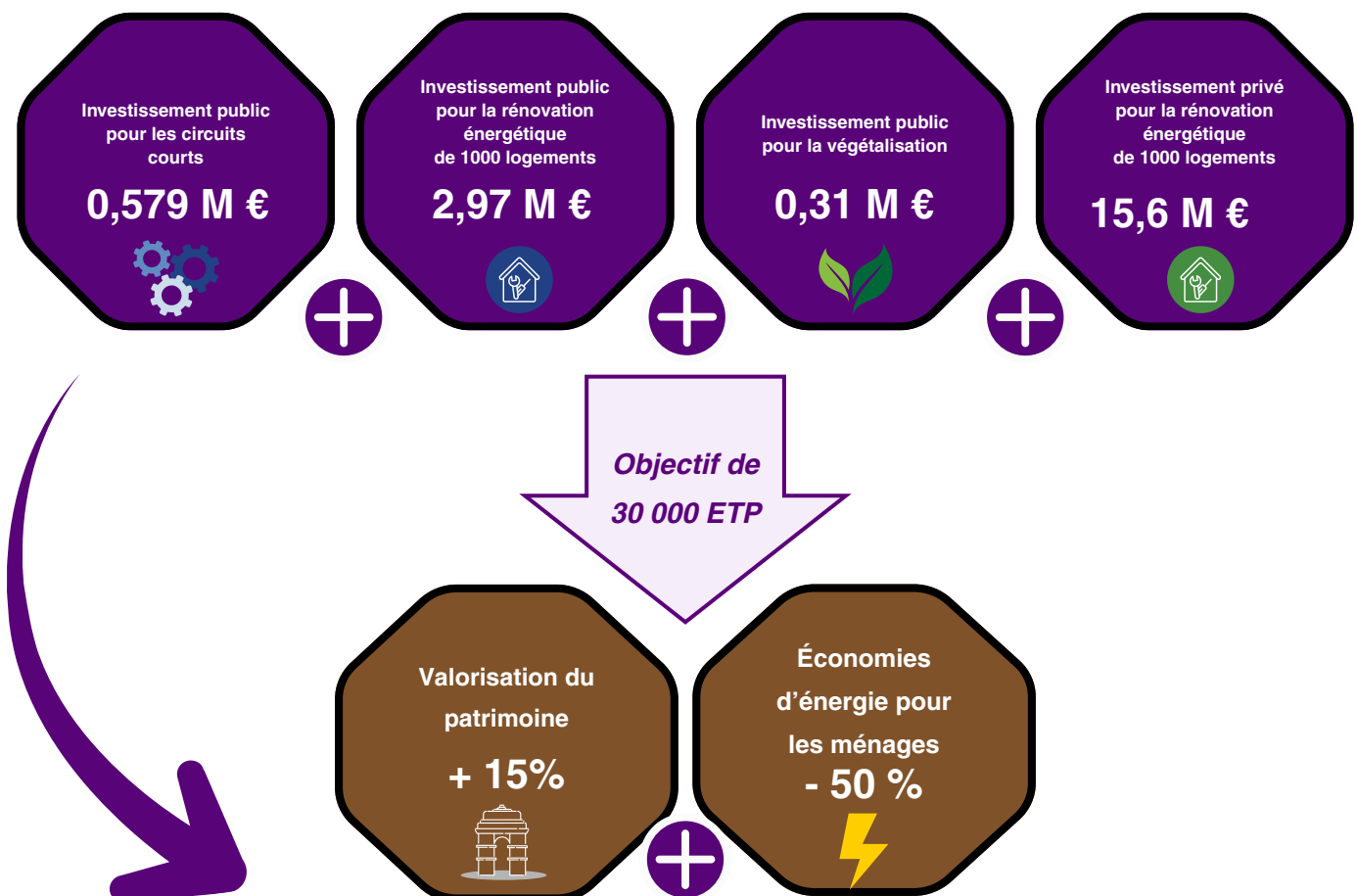
Soutenir l'aménagement durable des QPV



Problème : Les QPV présentent de fortes inégalités sociales et environnementales: un accès limité à une alimentation saine, des bâtiments inefficaces et peu d'espaces verts, qui nuisent au global à la qualité de vie des habitants.

Objectif : Améliorer la qualité de vie dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), réduire les inégalités et répondre aux défis du changement climatique.

Résumé : La stratégie d'aménagement durable repose sur trois axes principaux. Premièrement, encourager les filières courtes pour améliorer l'accès à une alimentation de qualité, dynamiser l'économie locale et renforcer le lien social, en développant des plateformes numériques ainsi que des espaces de vente physiques. Deuxièmement, entreprendre la rénovation énergétique des bâtiments. Troisièmement, végétaliser les espaces publics.



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 1,5 € de valeur économique et sociale par an.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 11

EN SAVOIR PLUS

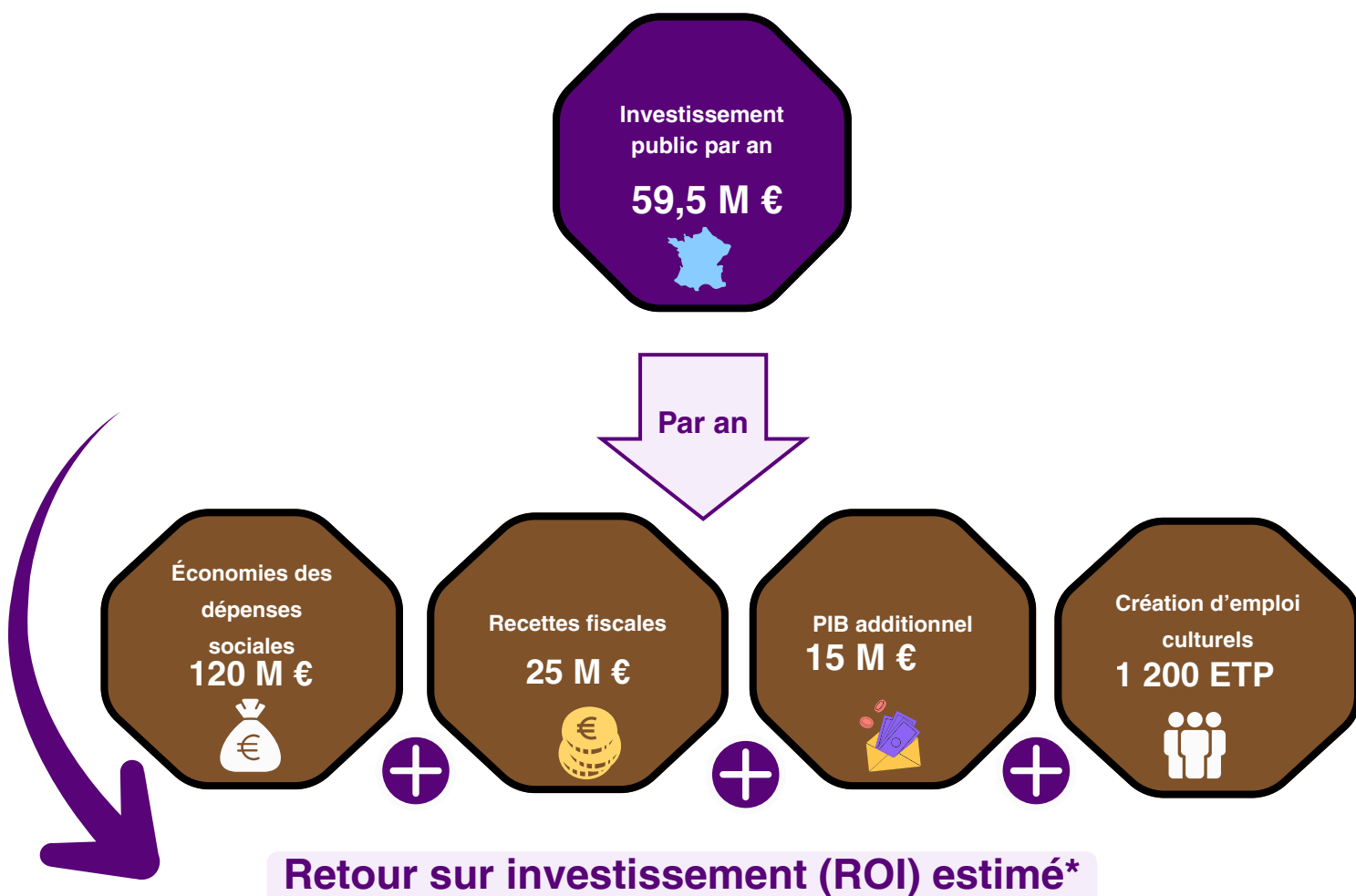
Introduire une obligation d'inclusion territoriale dans les financements publics à la culture



Problème : En dépit d'importants efforts de financements culturels dédiés aux QPV, une grande partie des subventions mise à disposition n'est pas utilisée par les structures locales, ce qui freine l'impact direct sur le développement culturel et économique de ces territoires.

Objectif : Réorienter et rendre plus équitable la répartition des ressources culturelles pour garantir qu'une part équitable bénéficie aux QPV, en augmentant le taux d'absorption des crédits par les acteurs locaux.

Résumé : Bien que 163 M€ de subventions culturelles (directes et indirectes) aient été allouées aux Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) en 2023, seulement 35 % de ces fonds ont été directement mobilisés par des structures basées localement. Pour répondre à ce problème, il est envisagé la création d'un Fonds d'Amorçage pour l'Inclusion Territoriale (FAIT), dont le but est d'agir comme un levier pour co-financer des projets culturels en soutenant les budgets des collectivités.



1 € investi génère environ 2,8 € de valeur économique et sociale après 1 an, en incluant les effets directs et indirects.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 12

EN SAVOIR PLUS

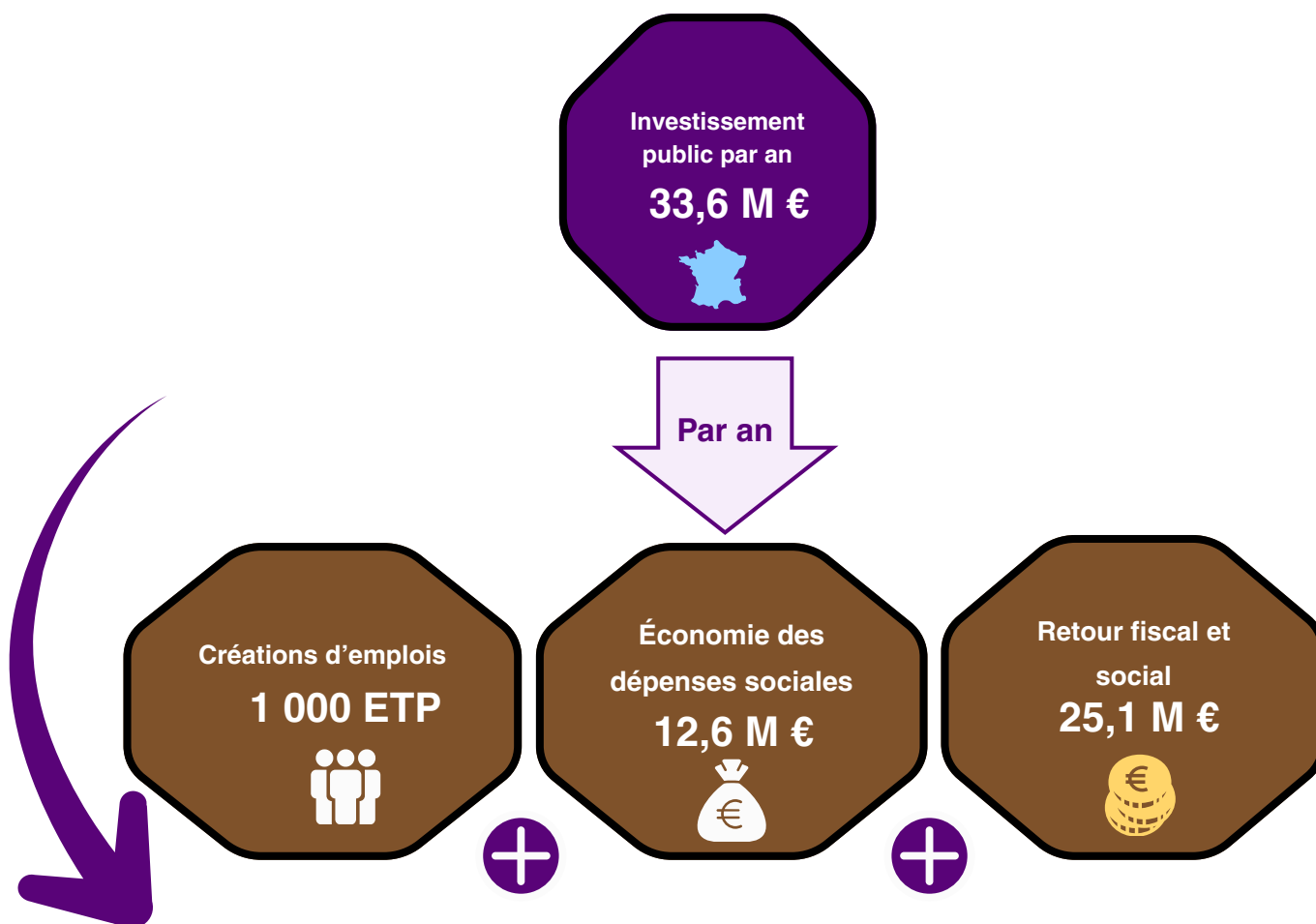


Mettre en place un modèle décentralisé de renforcement des structures locales pour la valorisation des artistes des QPV

Problème : Les organisations culturelles locales situées dans les QPV manquent de moyens, de formation et de coordination. De telles carences limitent leur capacité à soutenir les artistes locaux et à élaborer des projets culturels et artistiques durables.

Objectif : Renforcer les capacités d'action des structures culturelles locales dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), en les transformant en incubateurs artistiques..

Résumé : Cette recommandation consiste à doter les structures culturelles des moyens nécessaires pour agir, via un système décentralisé, des budgets pluriannuels, la formation de médiateurs culturels et la création d'une plateforme numérique de mise en réseau.



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 1,1 € de valeur économique et sociale par an.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Recommandation 13

Créer un réseau de Correspondants QPV

EN SAVOIR PLUS



Problème : Les jeunes issus des QPV rencontrent des difficultés pour accéder à l'information sur les opportunités d'emploi et les offres de formation. Il en résulte d'une faible insertion professionnelle et un fort cloisonnement des parcours.

Objectif : Renforcer le lien entre les jeunes des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV), les entreprises, les acteurs de formation et les collectivités, en facilitant la circulation de l'information et en décloisonnant les parcours.

Résumé : Cette recommandation propose la création d'un réseau de Correspondants QPV dans chaque bassin d'emploi.

Investissement
public par an

22,92 M €



Par an

Économies des
dépenses sociales
41,26 M €



Retour sur investissement (ROI) estimé*

1 € investi génère environ 1,8 € d'économies sociales par an.

*Les valeurs de ROI et les impacts économiques présentés offrent une synthèse rapide des bénéfices attendus des mesures proposées. Pour comprendre les méthodes de calcul, les hypothèses et les effets sur le terrain, le lecteur est invité à consulter les chapitres dédiés à chaque recommandation dans le rapport principal.

Accéder au rapport complet

Pour disposer de l'ensemble des **analyses**,
données et **recommandations** opérationnelles,
consultez le rapport intégral (230 pages).

**Scannez le QR code pour
accéder à la version intégrale.**





RAISONNANCES
HUMANISTES

Rapport réalisé par
Raisonnances Humanistes.
Tous droits réservés.



Site internet :
[https://raisonnances-
humanistes.org/](https://raisonnances-humanistes.org/)